



Ressources

Tout indique qu'une guerre de l'eau va avoir lieu

Verra-t-on, d'ici à la fin du siècle, des guerres de l'eau enflammer tout l'arc méditerranéen? Mille conflits du type de celui de Sivens semer la discorde? Des pelleteuses creuser canaux et barrages sous la protection des CRS, des commandos d'opposants saboteurs,

une ruineuse guérilla juridique pour se répartir les dernières gouttes du précieux liquide? C'est en tout cas le scénario catastrophe que les responsables du quart sud-est de la France s'efforcent de déminer. En cherchant dès maintenant à mettre en place les

pare-feu qui permettront de gérer les extrêmes tensions sur l'eau annoncées.

Sachant que ce scénario catastrophe, objectivement, ne manque pas de réalisme: d'ores et déjà, la région est en tension hydrique permanente. "40% des bassins sous notre



juridiction sont déjà en déficit structurel, avertit Laurent Roy, directeur général de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. C'est-à-dire qu'ils sont en crise chaque année, qu'il n'y a plus d'eau dans les rivières, et qu'il faut faire intervenir les préfets, appuyés par la police de l'eau, pour procéder à des arbitrages. La crise est en passe de devenir la norme...

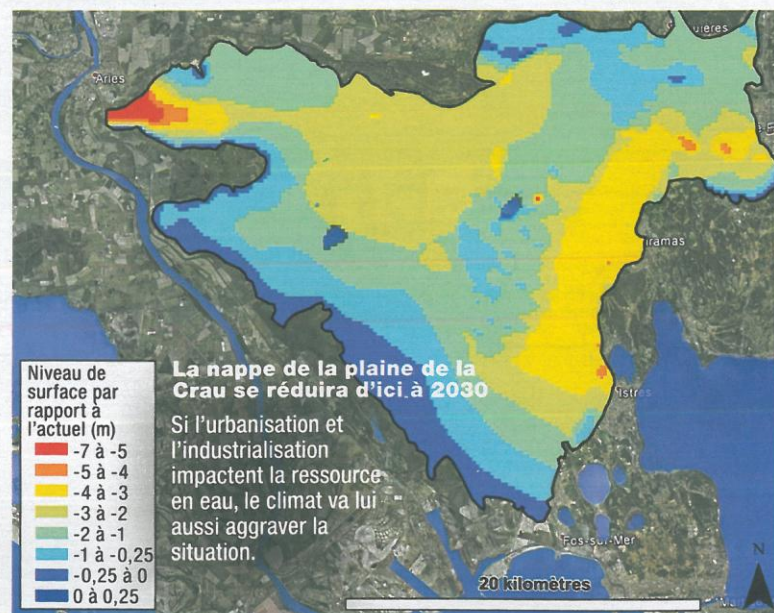
ÉCONOMIES ET AMÉNAGEMENTS

La hausse des températures sur le pourtour méditerranéen, de l'ordre de 1,5°C en un siècle, a bien sûr contribué à cette situation. De plus, la région ne cesse de se peupler depuis quatre décennies : près de 50 000 nouveaux arrivants chaque année, un afflux que l'Insee ne voit que légèrement ralentir à l'avenir.

Par ailleurs, la région a une tradition agricole, beaucoup d'irrigation et un tissu industriel gourmand en eau. Enfin, l'attractivité touristique de la côte, essentielle pour l'économie, fait doubler voire tripler la population des communes littorales en été, créant un énorme appel d'eau... précisément au moment où il y en a le moins dans les rivières et les nappes phréatiques. Ces 31 millions de visiteurs annuels ont en outre de plus en plus d'exigences : désormais, hôtels et hébergeurs se doivent de proposer une piscine, et les parcs aquatiques ainsi que les golfs ont prospéré, y compris dans des endroits notoirement arides...

Mais, à en croire les projections, les tensions actuelles ne sont rien relativement à ce qui va advenir. La continuation de la hausse des températures ne fait plus aucun doute, et un réchauffement de l'ordre de 1,5°C supplémentaire dans les

Le réchauffement frappe des ressources en eau déjà critiques



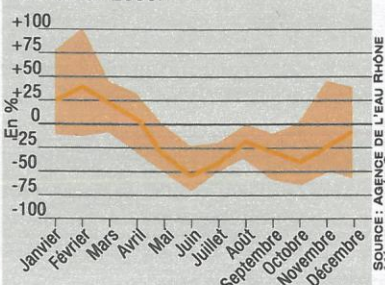
prochaines décennies est acté. Ce qui n'est pas encore joué, c'est l'horizon de la fin de siècle, pour lequel, dans le scénario le plus "émetteur", les chercheurs prévoient des hausses de température de l'ordre de 5°C à Avignon ! L'évolution de la pluviométrie, quant à elle, est plus difficile à prévoir ; mais une baisse perceptible en été se dessine. Tout au plus les modèles montrent-ils, sous réserve, une hausse modeste des pluies hivernales. Résultat, le débit des rivières va baisser en été (en fait, de mai à octobre),

notamment à cause de la disparition de la neige – on parle dès le milieu du siècle de -30% pour le débit estival du Rhône, et de -50% pour la Durance (qui fournit 60% de l'eau consommée en PACA...).

Que faire ? Le maître mot, bien sûr, c'est économiser. Il revient en leitmotiv dans la bouche de Laurent Roy, dont l'agence veut réduire de 20% les

Le débit estival de la Durance pourrait baisser de 50%

Evolution mensuelle du débit en aval à l'horizon 2050.



prélèvements, en demandant à chacun de faire un effort. Mais les agriculteurs, d'ores et déjà, réclament plus d'aménagements (retenues d'eau, canaux...) et la possibilité de puiser davantage dans des rivières et des nappes souvent exsangues, dont on vient de voir qu'elles baisseront encore. Les aménagements ne sont pas tabous, leur répond l'Agence de l'eau, mais ils sont très coûteux et ne prendront pas forme sans concertation et économies en contrepartie. Des économies obtenues, par exemple, en généralisant le



Les recherches qui mesurent l'influence de la sécheresse sur les plantes agricoles, comme ici à l'Inra, fourniront des solutions visant à économiser l'eau de la région.

goutte-à-goutte ainsi qu'en recourant à des cultures moins assoiffées.

Les industriels, de leur côté, travaillent à des process moins gourmands en eau, mais l'industrie agroalimentaire, par exemple, a besoin de beaucoup laver, tout comme l'électronique de pointe, ou la pétrochimie autour de l'étang de Berre. Pas question d'être au chômage technique en été ! Quant aux collectivités locales, elles ont certes fait des progrès : leurs prélèvements ont baissé de quelques pour-cent. Mais l'augmentation de la population sera forcément problématique, et les indispensables dépenses à engager pour refaire les réseaux (parfois si vétustes qu'ils perdent 70% de leur eau !) sont onéreuses.

BESOIN D'UN DÉBIT MINIMUM

Et attention, pas question de trop puiser dans ce qui restera du débit des rivières pour satisfaire les besoins. D'abord parce que, écologiquement, un débit minimum est nécessaire pour ne pas transformer les cours d'eau en déserts, mais aussi parce que les protecteurs de l'environnement sont devenus aussi prompts à manifester que les agriculteurs. Et puis il y a le tou-

risme, qui s'effondre si les lacs sont vides (Serre-Ponçon, Sainte-Croix) et les rivières à sec. Sans oublier la navigation et les centrales nucléaires, qui ont besoin d'un débit minimum sur le Rhône. Tout comme certains agriculteurs : "Lorsque le débit du Rhône est trop faible, l'eau salée remonte et je ne peux plus pomper pour irriguer", indique Dario Viola, riziculteur à Arles.

Alors, pourra-t-on éviter la guerre de l'eau ? Localement, on veut croire que c'est possible, et on anticipe. La région PACA a commencé à réfléchir au problème il y a déjà dix ans, et a mis sur pied un comité d'experts, le GREC-PACA, qui vient de livrer un rapport

intitulé *Une Région face au changement climatique*. "L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est la première de l'Hexagone à avoir adopté un plan d'adaptation au changement climatique, dès mai 2014", rappelle de son côté Laurent Roy, qui insiste sur le fait qu'une gouvernance irréprochable sera essentielle pour éviter des catastrophes comme Sivens. "Il faut absolument que tout le monde soit autour de la table, et qu'on développe à fond la solidarité", renchérit Annick Delhay, vice-présidente du conseil régional PACA. Dans ce but, sa région a créé l'Agora (Assemblée pour une gouvernance opérationnelle de la ressource en eau et des aquifères), instance "d'échange et de coordination", autrement dit de déminage, qui vient de prendre ses fonctions après une vaste consultation régionale. "Et puis nous pouvons nous appuyer sur une culture de l'eau très ancienne, espère l'élue. Le premier canal d'irrigation sur la Durance date du XII^e siècle !"

Cette culture du partage et de la gestion de l'eau suffira-t-elle à garantir la cohésion sociale lorsque tous les voyants seront au rouge ? En tout cas, insiste Laurent Roy, "il y a une prise de conscience incontestable, et nous voyons des initiatives d'économie d'eau partout – chez les industriels, les particuliers, les agriculteurs"... D'ailleurs, la consommation d'eau n'augmente plus sur le bassin, elle aurait même baissé de quelques petits pour-cent depuis 2009. **Y.S.**



LAURENT ROY
Directeur général de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

40% des bassins sous notre juridiction sont déjà en déficit structurel